

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

**Halte
à la répression !**

Alerte !

**Les immigrés
victimes de la
répression policière**

**Tous au rassemblement
Samedi 18 novembre
14 heures
Metro Barbès**

Manifestation organisée
par le Comité de coordination
des foyers SONACOTRA en lutte

**Pour arriver aux 100
millions de souscription
pour 1978**

Poursuivre les efforts

DANS le numéro 948 du 11 octobre de notre quotidien, le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste faisait les comptes de la souscription. Compte-tenu des sommes versées par tous ceux qui agissent avec nous et ceux qui militent dans nos rangs au cours de la bataille des législatives de mars, nous fixons à 65 millions le montant de la souscription générale dont 25 millions de centimes versés directement au journal. C'est donc 35 millions de centimes qu'il nous fallait pour le 31 décembre, dont 20 millions pour la fin novembre, afin d'écartier les menaces d'étouffement du quotidien et de desserrer l'étouffement.

A la date d'aujourd'hui, nous venons de franchir le cap des 34 millions pour la souscription générale comptabilisée au journal, soit le cap de 9 millions sur les 35 nécessaires fin décembre.

Cela veut dire qu'il manque 11 millions d'ici fin novembre et 26 d'ici fin décembre pour atteindre nos objectifs.

Ces résultats sont encourageants, même s'il ne sont pas suffisants. En effet, parallèlement à la souscription d'importants efforts ont été accomplis pour gagner de nouveaux lecteurs à notre presse centrale. Le nombre de nos abonnés au quotidien ne cesse d'augmenter lentement mais régulièrement depuis septembre avec, entre autres, les 75 nouveaux abonnements d'un mois à 15 F souscrits durant le mois d'octobre.

D'autre part, les ventes du quotidien et du bimensuel augmentent elles aussi sensiblement avec des initiatives de prospection et de diffusion militantes nouvelles comme celles de camarades nantais ou du Nord, relatées dans *l'Humanité rouge* daté du 9 novembre ou encore celle des camarades de Montpellier qui ont vendu 27 *Humanité rouge* à la fête du quotidien régional du PCF, les 4 et 5 novembre.

C'est là la base essentielle du développement de l'influence de notre presse dans les masses populaires et la source de nouveaux appuis et soutiens pour sa défense à long terme.

Pour la souscription elle-même, de multiples initiatives ont d'ores et déjà été prises qui, par leur variété, témoignent d'une volonté d'atteindre l'objectif des 35 millions.

(Suite page 7)

Le Secrétariat du PCML

L'emploi et la sécurité

SOUS Giscard

2 blessés graves

à la

*manifestation pour
l'emploi de Caen*

AL'HEURE où Bonnet parle de sécurité des Français, la police qu'il propose de renforcer agresse les chômeurs à Caen, les étudiants à Tolbiac, évacue les piquets de pompistes devant les dépôts d'essence et l'armée, à nouveau, remplace les éboueurs (à Lyon cette fois). Preuve éclatante s'il en est que la sécurité des Giscard-Barre n'est autre que celle pour les patrons et les banquiers ; aux travailleurs, la violence et le chômage !

(Voir articles page 3)



L'URSS évoquant la possibilité d'une troisième guerre mondiale, les USA réagissant violemment à la livraison de Mig 23 soviétiques à Cuba, voilà deux faits importants qui montrent que la rivalité entre les deux superpuissances s'exacerbe rapidement.

Parlant de la normalisation des rapports entre les USA et la Chine, Ponomarev, membre du bureau politique du parti soviétique, a déclaré : « Nous avons été alertés que ce rapprochement s'accompagne d'agissements de la part des Etats-Unis, qui encouragent les préparatifs militaires de la Chine et la poussent vers des aventures armées, qui peuvent provoquer une nouvelle guerre mondiale ».

Cette déclaration est importante à plus d'un titre : d'abord, elle montre que l'URSS envisage maintenant publiquement la possibilité d'une troisième guerre mondiale. Ensuite, en accusant la Chine de la préparer, Moscou cherche à détourner l'attention de ses projets de préparatifs de guerre et des offensives militaires qu'elle a déclenchées un peu partout dans le monde : en Afrique par Cuba interposé et en Asie du Sud-Est par Vietnam interposé.

Mais malgré toute la propagande, Moscou aura du

Troisième Guerre mondiale L'URSS l'envisage !

*Les USA réagissent
à la livraison de MIG 23 à Cuba*

mal à se présenter aux yeux des peuples comme une « force de paix » et à présenter la Chine comme une « force de guerre ». Qui attaque en Afrique, la Chine ou l'URSS ? Qui attaque en Asie du Sud-Est, la Chine ou l'URSS ? Qui arme Cuba et le Vietnam, la Chine ou l'URSS ? Qui occupe militairement toute l'Europe centrale, la Chine ou l'URSS ? Qui encercle l'Europe par le nord, l'est et le sud, la Chine ou l'URSS ? Qui a des flottes militaires sur tous les océans, la Chine ou l'URSS ? Qui a refusé de signer la déclaration s'engageant à ne pas utiliser la première les armes nucléaires, la Chine ou l'URSS ? Les faits sont les faits. Et les fables de Moscou sur sa politique de détente ne tiennent pas devant eux.

Un autre fait vient d'ailleurs confirmé les projets agressifs de Moscou pour dominer le monde : il s'agit de la livraison de Mig 23,

qui peuvent être équipés de canons doubles et de missiles nucléaires tactiques, au Vietnam et à Cuba. Qui osera prétendre que de telles armes ne sont pas des armes d'agression ? (Cf : l'article dans notre dernière édition). L'URSS utilise le Vietnam et Cuba comme des mercenaires à qui elle fournit des armes sophistiquées pour servir ces propres projets de domination.

Cette livraison d'armes à Cuba a d'ailleurs suscité une réaction très vive des USA qui la considère comme une menace pour eux.

Invoquant le traité de Tlatelolco que l'URSS a finalement accepté de signer cette année et qui interdit la livraison d'armes nucléaires dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes, Washington parle de violation de ce traité. La rivalité entre les deux superpuissances connaît donc une nouvelle exacerbation. La décision américaine de débloquent des crédits pour la

« défense civile » en prévision d'une attaque nucléaire le confirme.

On le voit clairement : les plans de domination planétaire de l'URSS et l'exacerbation de la rivalité entre les deux supergrands montrent que la question d'une troisième guerre mondiale n'est pas une hypothèse insensée.

Mais elle sera le fait des deux superpuissances et non de la Chine.

Claude LIRIA

**Interview
de la section
CFDT du
centre de tri
de Pontoise**

Voir en page 6

LE MONDE EN MARCHÉ

Extraits de Pékin information No 42

A propos de la suppression des comités révolutionnaires dans les usines chinoises

PENDANT la Grande révolution culturelle, de nombreuses usines, entreprises et autres unités ont établi des comités révolutionnaires qui jouaient le rôle d'organes provisoires de direction. Maintenant, à part les gouvernements locaux de divers échelons, les usines ainsi que les écoles et les magasins ont tous supprimé ces comités pour reprendre le système de responsabilité assumée par les directeurs sous la conduite du comité du Parti.

Certains de nos lecteurs étrangers nous ont écrit pour s'informer à ce sujet. Notre correspondant est donc allé dans la fonderie de la Société sidérurgique Cheoutou - une grande entreprise de Pékin - pour solliciter des explications du secrétaire du comité du Parti, Liu Hsing, et du directeur de cette usine, Wang Kouang.

(...) L'organe de direction de la fonderie comprend un comité du Parti et un conseil d'administration placé sous sa direction. Selon les statuts du Parti, le comité est élu par les membres du Parti tous les deux ans. (La fonderie compte maintenant 1 300 employés dont 334 sont membres du Parti). A part le secrétaire, le comité du Parti a trois secrétaires adjoints et 13 membres. En général, il se réunit une fois par mois pour discuter des problèmes importants et prendre des décisions. Le conseil d'administration est composé du directeur, de quatre directeurs adjoints et des cadres techniques et administratifs. Présidé par le directeur, il s'occupe de la production journalière et du travail administratif.

- Q: Pourquoi avez-vous supprimé le comité révolutionnaire ?

(...) Si nous considérons la situation concrète dans l'usine, pour bien organiser la production et régler rapidement les divers problèmes qui surgissent au cours de la production, il faut avoir un organe de direction compétent, à la fois « rouge et expert ». Cet organe est composé du directeur et des directeurs adjoints de l'usine, ainsi que des ingénieurs. Puisque l'usine a déjà un comité de Parti qui prend les décisions au sujet des problèmes importants après discussion collective et que le directeur et les directeurs adjoints sont chargés d'appliquer ces décisions, l'établissement d'un comité révolutionnaire est superflu et même contraire à la notion d'efficacité.

En août 1975, j'ai repris les fonctions de secrétaire du comité du Parti de l'usine et j'étais en même temps président du

comité révolutionnaire. J'ai découvert alors que les problèmes s'accumulaient. Le comité révolutionnaire avait beaucoup de membres, mais aucun n'avait de fonction précise. Chacun s'occupait des grandes et des petites affaires, mais personne n'en assumait la responsabilité. Par exemple, si un atelier avait besoin d'une ampoule électrique, je devais m'en occuper moi-même. Je me retrouvais donc totalement pris par les affaires quotidiennes et n'avais pas le temps de réfléchir et de résoudre les problèmes importants. (...)

- Q: Quelle différence y a-t-il entre le système en cours et le système de responsabilité d'un seul directeur, qui a été critiqué pendant la Grande révolution culturelle ?

LIU : Au début des années 1950, à cause de notre manque d'expérience dans la gestion des entreprises socialistes, beaucoup de nos usines ont appliqué le système de responsabilité d'un seul directeur, comme c'était le cas en Union soviétique. Tout le pouvoir de l'u-

sine était entre les mains du directeur, qu'il s'agisse des finances, du personnel, des plans de production ou des problèmes techniques. Ainsi, le directeur se trouvait-il au-dessus du comité du Parti. Les ouvriers et les cadres ordinaires avaient encore moins le droit à la parole. En 1958, selon les directives du président Mao sur le renforcement de la direction du Parti dans les entreprises socialistes et sur l'application de la ligne de masse, on a mis en pratique le système de responsabilité des directeurs d'usine, sous la conduite du comité du Parti, envers le travail qui leur est assigné. Dans ce système, le directeur est placé sous l'autorité du comité du Parti, les problèmes importants doivent être soumis à la discussion collective par le comité du Parti et le directeur ne peut pas prendre des décisions arbitraires mais il a l'entière responsabilité de la production.

Si on commet des erreurs dans l'application de ce système, il faudra évidemment le corriger. Ce système lui-même est loin d'être parfait



Dans une usine chinoise.

et a besoin d'être amélioré. Mais Lin Piao et les Quatre reniaient totalement, soutenant que c'était la même chose que l'ancien système de responsabilité d'un seul directeur. C'était là une attitude mal fondée.

- Q: Les ouvriers prennent-ils part à la gestion des entreprises avec l'application de ce système ?

WANG : Bien sûr. La participation au travail manuel et des ouvriers à la gestion, est l'un des principes fondamentaux définis par le président Mao pour l'administration des entreprises socialistes. Il doit être appliqué dans tout le pays.

Ce système combine la direction collective et la responsabilité personnelle. Les membres du comité du Parti et les directeurs de l'usine sont en grande partie

choisis parmi les ouvriers. Une fois devenus cadres dirigeants, ils doivent, conformément aux instructions du Parti, aller souvent parmi les ouvriers pour mieux les comprendre et ne pas s'écarter d'eux. Quatre membres de notre comité du Parti ne sont pas détachés du travail productif ; ils travaillent avec les ouvriers. En outre, grâce aux réunions de cadres dirigeants des divers échelons, tenues chaque jour avant de commencer le travail et aux réunions des ouvriers après le travail, l'opinion des ouvriers ainsi que les problèmes surgis dans la production parviennent rapidement au conseil d'administration et au comité du Parti. Lorsqu'on rencontre des problèmes importants, il faut solliciter l'opinion des ouvriers. (...)

La Hongrie

Un pays de l'Est pas comme les autres ?

MKADAR, premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier hongrois, est actuellement en visite officielle à Paris. Première du genre, cette rencontre au sommet a pour but de discuter de l'élargissement des échanges entre les deux pays.

Les relations économiques entre la Hongrie et la France sont très faibles à l'heure actuelle : 2,3% des importations et 1,6% des exportations de la Hongrie. Les dirigeants de ce pays ont déclaré vouloir diversifier leurs partenaires économiques, accroître les échanges avec les pays capitalistes occidentaux, tout en privilégiant les relations avec les autres pays de l'Est.

Le premier partenaire économique de la Hongrie est l'URSS qui, à elle seule, rassemble 27,5% des importations hongroises et 30,2% des exportations.

Pays fortement agricole, la Hongrie exporte essentiellement des céréales. La balance commerciale agricole est largement bénéficiaire. La situation est différente en ce qui concerne l'industrie. Manquant de ressources énergétiques et de matières premières, la Hongrie est contrainte d'en importer dans des proportions considérables, rendant ainsi

le commerce extérieur déficitaire. Les dettes vis-à-vis de l'étranger sont importantes.

Très dépendante du Comecon, et avant tout de l'URSS, la Hongrie est intégrée au plan mis en œuvre en vue de la division internationale du travail prônée par Moscou. Toutefois, elle insiste sur la nécessité d'orienter cette division en vue de l'amélioration de la situation économique de chaque pays, ce qui sous-tend une certaine contradiction vis-à-vis de l'URSS.

L'ingérence soviétique dans les affaires tant économiques que politiques du pays est sans aucun doute moins élevée qu'en Tchécoslovaquie ou en Pologne. Cependant, il n'empêche que la Hongrie fait partie intégrante du Pacte de Varsovie et, qu'à ce titre, elle participa à l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968. Elle reprend également avec autant de fougue que l'URSS le mythe de la détente.

La Hongrie est le pays de l'Est réputé le plus « libéral ». Les libertés d'expression y sont plus communément admises, mais dans des limites restreintes. Ainsi, cette année, quatre « dissidents » ont dû quitter le pays. Ils avaient, en janvier 1977, signé un texte de solidarité avec les signataires de la Charte 77 en Tchécoslovaquie.

Eudlyne LEGUEN



La Hongrie - très proche de l'URSS.

Un livre sur la Hongrie

Mikos Haratzi
SALAIRE AUX PIÈCES

L'auteur a travaillé dans une grande usine hongroise et il décrit dans le détail ce qu'il a vécu : l'exploitation capitaliste à l'état pur.

En vente dans les librairies :
Les Herbes sauvages
70, rue de Belleville
75020 PARIS

La Force du livre
33, rue René Laynaud
69001 LYON

Après sa libération

Un message de Mario Echenique

Il y a peu, Mario Echenique, secrétaire politique du Parti communiste révolutionnaire d'Uruguay, était libéré par la dictature argentine qui le maintenait en prison depuis plusieurs années. En nous réjouissant de cette victoire avec nos camarades uruguayens, nous publions ci-dessous la lettre qu'il a adressée au Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste :

« Chers camarades,
La solidarité internationale des partis frères ayant joué un rôle important pour notre libération des prisons argentines, je tiens à vous remercier par cet intermédiaire de l'aide internationaliste que vous nous avez apportée et de l'encouragement qu'elle a représenté pour notre Parti.

Ce remerciement est aussi celui de notre Parti qui lutte de manière conséquente pour la libération nationale de notre patrie, à savoir la lutte des peuples et pays du tiers monde contre l'oppression et l'exploitation des superpuissances.

Nous voulons vous faire part de notre ferme désir de consolider et développer nos relations dans le cadre de la défense des principes du marxisme-léninisme, de la pensée-maoïstetoung et de l'internationalisme prolétarien.

- Vive le marxisme-léninisme, la pensée-maoïstetoung !
- Vive l'internationalisme prolétarien !
- Salutations fraternelles !

Mario Echenique
Secrétaire politique du
Parti communiste révolutionnaire d'Uruguay

RECTIFICATIF

Dans un article de la page 2 de notre édition d'hier intitulé : « Un antisémitisme digne d'Hitler », nous avons laissé passer une coquille regrettable. Nous parlions d'un sentiment juste qu'est l'antisémitisme. Il s'agit, bien entendu, non pas d'antisémitisme, mais d'antisionisme.

L'emploi et la sécurité sous Giscard

La police fait des blessés graves à Caen

Mercredi à Caen, en Normandie, les syndicats CGT, CFDT et la FEN organisaient une opération « Caen, ville paralysée » pour protester contre le chômage particulièrement important dans cette région. Ils avaient décidé, entre autres choses, de bloquer les quatre ponts de la ville afin d'empêcher toute circulation. Alors qu'ils commençaient à fermer le pont de Vandœuvre, les manifestants étaient violemment attaqués par les CRS. Ceux-ci commençaient à lancer à tir tendu des grenades lacrymogènes et aussi des grenades offensives. Ces tirs bles-

sèrent grièvement deux manifestants qui devaient être conduits dans un hôpital.

L'un d'entre eux a perdu un œil. Les violences policières se sont poursuivies durant plus d'une heure et elles ont fait, outre les deux blessés graves, quatre autres blessés. Après ces violences policières, une manifestation a eu lieu en ville.

Ces violences policières viennent après que le pouvoir ait reconnu 1 300 000 chômeurs et alors que le Bureau international du travail (BIT) estime l'i., à 1 800 000 le nombre de chômeurs en France. D'un côté, le pouvoir favorise le chômage, de l'autre, il réprime par la violence les travailleurs qui en sont menacés ou qui luttent contre lui. Toutes les belles paroles concernant la lutte du pouvoir contre le chômage ne sont que du vent. Les mesures prises mercredi matin par le conseil des ministres le prouvent.

La police intervient à la faculté de Tolbiac à Paris

A la suite d'une assemblée générale, la police intervenait mardi dans la faculté de Tolbiac et interpellait une soixantaine de personnes. Pour protester contre cette intervention policière, les étudiants organisaient mercredi une nouvelle assemblée générale. Cinq policiers en civil plus que voyants, tenant sous leurs vêtements une matraque, sont alors repoussés par les étudiants. C'est alors que la police intervenait, de nouveau, en tenue de combat et encerclait l'université. Puis la police chargeait alors brutalement et envahissait les locaux sous le prétexte qu'un directeur ad-

ministratif était séquestré ce qui est faux. Plusieurs étudiants ont été blessés. Il faut signaler que l'assemblée générale de protestation de mercredi avait été organisée non par les autonomes, comme la radio a pu le dire, mais par plusieurs organisations syndicales.

L'armée pour briser la grève des éboueurs de Lyon

Les éboueurs de Lyon sont en grève depuis plusieurs jours. Les ordures ménagères commencent à s'accumuler dans les rues. Les éboueurs ne veulent plus de l'actuelle classification. La mairie de Lyon a décidé de faire appel à la troupe pour casser la grève. Les appels doivent refuser de vider les poubelles. Les égoutiers se sont également mis en grève.

taît très pratique pour surveiller les allées et venues, voir qui venait chez qui, à quelle heure, pour quoi faire.

Et combien de résistants ne se sont-ils pas faits piéger par cette méthode. Mais pour le PCF, c'est loin tout ça, les époques changent. Le CRS, c'est un travailleur comme les autres. Il est détourné de sa mission voilà tout. Eh bien, pas du tout. Sa mission est de protéger les intérêts des capitalistes, l'ordre établi, on le voit bien dans les manifestations. (Voir article ci-contre sur Caen). La police est un des piliers essentiels de la survie de la société capitaliste. Et plus les bourgeois ont peur, plus ils la renforcent.

Pour cela, la campagne sur la sécurité est un bon moyen parce qu'elle touche chacun dans sa vie de tous les jours.

La sécurité des Français

Bonnet fait l'âne

La sécurité des Français, voilà un bon thème pour le gouvernement en ce moment. Le chômage s'accroît dans des proportions considérables, la sécurité de l'emploi, ça n'a jamais été autant un mythe qu'en ce moment. Mais oublions cela. Parlons plutôt de la sécurité des Français, autrement dit de la bourgeoisie.

Eh bien parlons-en de la sécurité des Français ! La violence a augmenté, oui, mais pourquoi ? Le nombre de délits augmenté, oui, mais pourquoi ? La situation économique est particulièrement désastreuse. Le chômage ne cesse d'augmenter. Incapable d'offrir des solutions, la bourgeoisie réprime. Elle s'empare de la moindre affaire pour appeler au renforcement de sa police, le justifier. Elle veut habituer les gens à la présence des flics partout.

Il faut que leur présence devienne normale, admise. Alors, elle nous parle des « petits délinquants » tandis qu'elle couvre les grands !

DES FLICS ENCORE DES FLICS TOUJOURS PLUS DE FLICS

Dans le métro, les matamores à casquette plate, le regard en coin scrutent, épient. Tout d'un coup, un immigré passe. On épluche tout jusqu'au paquet de cigarettes, etc.

Ponia n'avait-il pas dit mensongèrement que 70 %

des délits dans le métro étaient commis par des immigrés.

Bonnet y va de son couplet aidé par Peyrefitte, qui, lui, est plus tactique si l'on peut dire. Il dit : « Les grands ensembles, ce n'est pas bon, il faut les limiter ». Ceux-ci, dit-il, poussent comme des champignons. De quoi vivraient-ils les promoteurs, les Rives Henrys, et autres qui volent des centaines de millions et sont « punis » de quatre mois de taule avec sursis ! Tandis que le jeune qui pique un vélo, attention, c'est un dangereux criminel. Il va vous égorger dans votre lit...

L'ILOTAGE

Alors Bonnet veut aller plus loin dans le contrôle, il veut instaurer l'ilotage. Pour vous présenter l'ilotage, nous allons laisser la parole à un spécialiste :

« L'ilotier doit être intégré à son quartier, lié à sa population, comme nous l'avons montrée une récente émis-

sion sur l'ilotage à Londres. Sans vouloir chercher absolument des modèles, il faut bien convenir que la permanence de cette femme ou cet homme n'en fait ni un garde-chiourme, ni une ou un justicier, ni un éducateur ou un redresseur de torts. Il n'est pas là pour punir, il doit être en quelque sorte, si je peux me permettre cette image quelque peu audacieuse, l'ami du quartier »...

En-dessous de cet article de Michel Ferignac (conseiller PCF de Paris) dans « Police et nation » de septembre 1978, vous avez un bulletin d'adhésion au PCF.

L'ilotage, très en vogue sous l'occupation nazie, c'é-

Les postiers de Créteil en grève

Les agents qui travaillent de nuit sur les PIM (ce sont des machines électroniques pour trier les lettres) ont refusé de continuer à « pimier » au-delà de trois heures du matin. Réaction de l'administration : les sanctions (PV) pleuvent !

Le travail de l'agent « pimier » consiste à taper sur un clavier le code postal des lettres qui défilent devant lui. A ce poste de travail, la nuit de boulot est beaucoup plus intense que le jour et il s'y ajoute en plus la lutte

contre le sommeil. C'est très pénible, d'où le refus de bosser au-delà de trois heures.

A la suite des sanctions, les postiers ont décidé de faire grève aujourd'hui. L'unité des travailleurs par-delà les divisions catégorielles est à l'ordre du jour. L'établissement d'un cahier de revendications qui sera l'objet de larges discussions parmi les travailleurs est ce à quoi travaillent les militants syndicaux.

Vietnam

Le trafic des réfugiés

et ce qu'en dit l'« Humanité »

ALORS que les 2 500 réfugiés du Vietnam sont toujours entassés sur le bateau « Hai Hong », le gouvernement français a déclaré qu'il était prêt à en accueillir une partie.

La situation de ces réfugiés soulève l'indignation générale. Certains s'en prennent à la Malaisie qui ne veut pas accueillir ces gens chez elle. Mais ne faudrait-il pas plutôt regarder du côté des dirigeants vietnamiens ?

Une chose est évidente : 2 500 personnes ne peuvent pas quitter ensemble un pays (où la surveillance est particulièrement forte) sans attirer l'attention des autorités.

De plus, la façon dont s'est passée leur fuite montre qu'elle était au moins connue des autorités. En effet, ces 2 500 personnes viennent de plusieurs points différents du Vietnam, elles ont été contactées par des gens chargés de coordonner leur départ. Parties sur de petites embarcations, elles se sont toutes retrouvées le même jour près du bateau « Hai Hong ».

Comment l'armateur du bateau, qui n'est pas Vietnamien, a-t-il pu contacter autant de personnes venant de points aussi éloignés l'un de l'autre du territoire vietnamien, sans bénéficier de la complicité des autorités du pays ?

En fait, la seule hypothèse crédible, c'est que les armateurs de Hong-Kong ou de Singapour organisent la fuite de réfugiés en passant une sorte de contrat avec l'administration vietnamienne. D'ailleurs, on savait déjà que la corruption était largement répandue parmi les cadres du parti et du pouvoir.

On assiste donc ici à un véritable trafic humain entre armateurs peu scrupuleux et l'administration vietnamienne qui ferme les yeux sur les départs des réfugiés, moyennant finances. D'ailleurs le prix payé par les réfugiés (un million d'anciens francs par personne) indique que l'opération est rentable pour ceux qui l'organisent. Quant à ce qui attend les réfugiés sur leur

bateau, c'est bien le cadet de leurs soucis !

L'HUMANITE ISOLEE

Dans la presse française, tous les journaux relèvent le côté étrange de l'affaire et indiquent que les autorités vietnamiennes y sont mêlées d'une façon ou d'une autre. Tous, sauf un : l'« Humanité ». Sous la plume de Jean-Emile Vidal, le journal se fait une nouvelle fois l'ardent défenseur de la direction vietnamienne. Il rappelle le terrible passé du Vietnam : l'agression américaine, le colonialisme français, la misère du peuple. Mais l'« Humanité » s'en tient là et, du coup, détourne complètement l'attention des responsabilités indéniables de l'actuelle direction vietnamienne.

Quelques lignes sont consacrées au trafic des réfugiés mais le flou le plus total plane sur qui trempe dans cette affaire. Deux articles très brefs, parus cette semaine, disaient clairement que, seuls, les armateurs étaient responsables. Cette fois-ci, Vidal parle « d'armateurs et de politiciens sans scrupules ». Mais qui sont ces politiciens ? Mystère, on peut tout supposer.

En fait, l'« Humanité » continue sa campagne de soutien total à la politique de la direction vietnamienne. Et même quand le simple bon sens montre que les dirigeants vietnamiens sont, pour le moins, des gens peu scrupuleux, le journal arrive encore, en « oubliant » certains faits, à redorer leur blason déjà bien terni. C.L.

Un livre de militants du PCF interdit à la fête du PCF de Marseille

La publication du livre de Nina et Jean Kenayan « La rue du prolétaire rouge » et le passage des auteurs à Apostrophes il y a une semaine a suscité un fort mécontentement de la direction du PCF. Ce livre qui est un témoignage sans complaisance de la réalité russe a été interdit à la fête du quotidien du PCF La Marseillaise. La raison donnée par les organisateurs de la fête : « L'allure agressive des auteurs à l'émission Apostrophes à l'encontre de Claude Frioux et Alexandre Adler et au PCF ».

C'est là un mensonge. La réalité c'est que le contenu du livre déplaît à la direction du PCF. Il déplaît aussi aux dirigeants soviétiques qui calomnient le livre dans l'Agence Tass et qui ont envoyé une note de protestation contre Apostrophes au ministère des Affaires étrangères.

L'interdiction du livre à la fête de La Marseillaise suscite des remous au sein du PCF à Marseille.

Au Jour le Jour.



Augmentation du budget aux Universités

Saunier Seïté a ses fonds pour remodeler l'université

C'EST avec une évidente satisfaction que Saunier-Seïté annonçait que le budget 1979 pour les universités se montait à 13,140 milliards avec une augmentation de 14,9 % par rapport à 1978. Ces mesures en apparence favorables ne sont, en fait, que les moyens nécessaires au « remodelage » des universités qu'a entrepris le ministre Alice Saunier-Seïté.

Les crédits d'équipement vont augmenter de 10 %, nous dit-on. Fort bien. Mais on oublie de nous dire que cette hausse de 10 % va rattraper le retard accumulé dans ce domaine pendant plusieurs années. De plus, cette augmentation des crédits d'équipement permettra, en partie, la mise en place de la « carte universitaire » : « La restructuration de l'université se fonde sur l'établissement d'une carte universitaire, c'est-à-dire privilégier quelques grands centres, des universités de pointe. Les universités de province se voient de plus en plus privées de filières importantes de formation. Une fois ces grands centres privilégiés, il y aura la masse des universités de province qui deviendront ce que l'on rencontre déjà aux Etats-Unis et en Allemagne, offrant au bout d'un cycle d'études de deux ans des diplômes qui sont encore plus dévalorisés que le DEUG actuel (1) », comme nous l'expliquent des vacataires de l'université de Tours.

VACATAIRES, ASSISTANTS, TITULAIRES TOUCHÉS DANS LEUR EMPLOI

Officiellement, 539 emplois seront créés et répartis ainsi : 97 postes d'ensei-

gnants, 222 postes de chercheurs, 4 d'astronomes et 216 de personnel administratif et de service.

Pendant qu'on présente la création d'emplois prévue par le budget, on évite avec soin de parler des licenciements prévus par le décret du 20 septembre 1978 qui touchent toutes les catégories de personnel enseignant : « Qu'est-ce qui mobilise les vacataires et les assistants ? C'est un certain nombre de mesures de ce décret qui remettent en question leur emploi. Tous les assistants doivent demander leur réembauche dès cette année. Tous les deux ans, il faudra qu'ils redemandent leur réembauche ; au bout de cinq ans, ils seront vidés s'ils n'ont pas réussi à s'inscrire sur les listes de LAFMA (2). Puis, l'année prochaine, ils feront quinze heures de cours hebdomadaires au lieu de cinq heures. L'augmentation du service des assistants, c'est aussi le licenciement des vacataires. Ils ont été réembauchés sans statut, ils sont payés à l'heure sur vingt-cinq semaines d'enseignement et ils n'ont pas les congés payés. Bien entendu, ce décret les frappe en premier lieu puisque, dès l'année prochaine, quand les assistants feront trois fois leur propre service, ça va faire des tas d'heures supprimées pour les vacataires. Tout un train de décrets touchera les titulaires puis-

que les maîtres-assistants et les professeurs titulaires verront aussi augmenter leur service. »

LE PERSONNEL TECHNIQUE ET ADMINISTRATIF TOUCHE AUSSI

Les vacataires de Tours ont aussi attiré notre attention sur le danger qu'encourt le personnel technique et administratif (PATOS) : « Le décret prévoit que les titulaires et les assistants auront des tâches administratives, ce qui va faire des emplois en moins pour le personnel administratif et technique. »

LA RECHERCHE DOMINÉE PAR LE PATRONAT

Saunier-Seïté annonce avec beaucoup d'éclat l'augmentation du crédit pour la recherche. C'est vrai, il augmente de 13 % : « L'introduction de plus en plus massive des professionnels dans la recherche va se confirmer. Ce sont des gens qui travaillent dans le privé et qui viendront donner des

cours dans les universités. Nous voyons donc ce que cela implique au niveau de la recherche qui deviendra nécessairement un secteur de plus en plus dirigé par le patronat, comme on peut le voir déjà au CNRS. »

Comme on le voit, la hausse globale du budget des universités, c'est l'arbre qui cache la forêt. Les augmentations du budget sont mises en avant pour mieux dissimuler les licenciements et les augmentations d'horaire des professeurs. On notera en plus que la couverture sociale des vacataires ne sera pas assurée et que les crédits affectés aux bourses des étudiants « augmenteront deux fois moins que les années précédentes ».

Du beau travail, Mme Saunier-Seïté, on ne pouvait pas faire mieux pour licencier les professeurs et rendre encore plus difficile l'accès des universités aux étudiants peu aisés.

Nathalie VILLOTIERS

(1) DEUG : premier diplôme universitaire ouvrant très peu de débouchés sur le marché du travail.

(2) LAFMA : liste d'aptitude à la fonction de maître-assistant.



Pour la France que nous aimons Jacques Chirac et le RPR.

Le RPR se veut le garant d'une politique sportive dite de masse. Il utilise beaucoup le sport dans sa propagande. Cela reste au stade du bluff !

Le RPR ne votera pas le budget des sports

LES députés gaullistes ont donc décidé d'enlever leur survêtement, et de se lancer dans la compétition contre Soisson, ministre des Sports, et le gouvernement. A l'issue d'une réunion de son groupe à l'Assemblée, Claude Labbé devait annoncer : « Nous avons pris la décision de nous abstenir. En raison de l'attitude méfiante du ministre de la Jeunesse et des Sports, de l'insuffisance des crédits et du flou de certaines mesures, nous n'avons pas la possibilité d'approuver globalement ce budget ». Vent de fronde RPR donc, mais il faut bien mettre les choses à leur place.

Premièrement, le RPR ne prend ses distances par rapport au gouvernement que sur un point secondaire. Le budget de la Jeunesse et des Sports est une chose qui n'est pas sans importance, mais ce n'est pas non plus une des grandes orientations qui défi-

Culturel

«Les Etrangers», «Lily»

Deux chansons antiracistes

«**I**Ls construisent des maisons qu'ils n'habitent jamais ». C'est le refrain de la dernière chanson d'Enrico Macias. Elle vient à point pour contrer tous les propos racistes que nous entendons trop souvent autour de nous. A ceux qui disent que les travailleurs immigrés sont de trop, à ceux qui veulent les expulser, la chanson répond : « Ils travaillent désormais sur des chantiers où ils meurent de temps en temps ». Macias montre les dures conditions de vie et de travail imposées aux travailleurs immigrés : « Ils affrontent les dangers, pour de modestes projets, les étrangers qui vous laissent indifférents ».

Macias pose un autre regard sur les travailleurs immigrés, un regard compréhensif : « Regardez les flâner le soir, cherchant en vain l'amitié d'un regard. Que de mépris sur leur chemin, leur Amérique est encore loin ».

Où, les travailleurs immigrés ont leur place chez nous : « Que ferions nous s'ils s'en allaient ? Je suis certain, on les regretterait. Apportons leur un peu de joie » (...) « Ils construisent nos maisons ».

Cette chanson très chaleureuse est antiraciste, elle va dans le bon sens. Elle est importante aussi, à cause du public de Macias qui est composé en partie de pied-noirs modestes. Une telle chanson de la part de Macias peut aider à combattre bien des idées racistes. De plus, elle est diffusée par la radio et la télévision.

Macias, dans une interview à un journal, raconte d'où lui est venue l'idée de cette chanson, d'une information entendue un jour à la radio :

« On disait qu'il y avait beaucoup de chômage en France. Mais par contre il avait régressé en Allemagne de l'Ouest, parce

qu'on avait renvoyé les travailleurs immigrés chez eux. J'ai été outré. J'ai pensé aux enfants qu'ils ont à nourrir... S'il y a du chômage, c'est peut-être parce que le système est mal organisé. Mais quand il y a un problème on rejette toujours la faute sur les plus démunis, ceux qui subissent le pire ».

Pour lui « le racisme c'est l'enfant raté de plusieurs mauvais systèmes ».

« ELLE ARRIVAIT DES SOMALIS, LILY »

Pierre Perret qui est largement diffusé sur les ondes a composé lui aussi une chanson sur les travailleurs immigrés et contre le racisme : Lily.

« On la trouvait plutôt jolie Lily ; elle arrivait des Somalis, Lily. Dans un bateau plein d'immigrés, qui venaient tous de leur plein gré vider les poubelles à Paris ». Dans cette chanson pleine de fraîcheur, Perret aborde tous les problèmes que rencontrent nos frères immigrés.

« Elle croyait qu'on étaient égaux, Lily ; au pays de Voltaire et Hugo, Lily. (...) Un hôtelier, rue Secrétan, lui a précisé en arrivant qu'on ne recevait que des blancs ». Il montre les dures conditions de travail : « Elle a déchargé des cageots, Lily. Elle crie pour vendre des choux-fleurs. Dans la rue ses frères de couleurs l'accompagnent au marteau-piqueur ». Et Lily se révolte : « Et c'est pour conjurer sa peur, Lily, qu'elle lève un poing rageur, Lily ».

Bien sûr, ces chansons sont des exceptions à la fois dans le circuit commercial et dans le répertoire de leurs auteurs. Mais elles invitent à fraterniser avec les travailleurs immigrés et c'est très important.

Léon CLADEL

nissent la politique gouvernementale. Sur les grandes orientations (Europe, indépendance nationale et budget de la défense, politique de restructuration, etc.), le RPR est en gros d'accord avec le gouvernement giscardien. Il se contente à ce niveau de préparer l'avenir en se distinguant par l'émission de certaines réserves ou la demande de certaines garanties.

Deuxièmement, le fait n'est pas si nouveau que cela : depuis toujours en effet, le RPR se veut le garant d'une politique sportive dite de masse. C'était un thème de De Gaulle lui-même, ce fut ensuite un des thèmes de la campagne de Chirac pour la mairie de Paris et depuis toujours les leaders gaullistes aiment parader aux tribunes de leurs meetings avec des « champions » comme Mimoun, Jazy, Dru, Caron ou Killy... Leur politique

sportive s'arrête d'ailleurs aux promesses et aux parades ! Toutefois, le RPR a la confiance d'un grand nombre de directeurs de petits clubs sportifs, dont il se fait de temps en temps le porte-parole à l'Assemblée. C'est un peu le cas cette fois-ci pour le vote de ce budget.

Troisièmement, la politique sportive giscardienne est tellement catastrophique que le RPR ne risque pas grand-chose en la désavouant, au contraire. Les manifestations des professeurs de gymnastique, les sombres pronostics du ministre des Sports lui-même sur nos performances futures aux Jeux de Moscou, la priorité donnée au sport d'élite tout en précisant que cela ne portera que peu de fruits : il s'agit-là d'une orientation si ostensiblement négative qu'elle est difficilement soutenable même par des membres de la majorité !

l'Humanité Rouge

La vérité sur la situation au Kampuchea (Cambodge)



Reportage exclusif

Dans l'Humanité rouge bimensuelle, numéro 42 un reportage exclusif : « La vérité sur la situation au Kampuchea (Cambodge) ».

Passer vos commandes. Ce bimensuel est une bonne arme pour rétablir la vérité.

Quand l'ennemi ce n'est plus le patron mais l'étranger

En désignant le capital étranger comme leur ennemi, le mot d'ordre de la CGT « produire français » détourne les travailleurs de la cible de leur combat, la classe capitaliste de leur pays

PRODUIRE français est devenu la phrase-clé de toutes les interventions des dirigeants confédéraux de la CGT. On peut même aller jusqu'à dire que toute leur activité est subordonnée à ce mot d'ordre.

Depuis « le rallye des bradés » d'avril-mai 1976, qui avait vu l'élection d'une « Miss chômage » — en maillot de bain s'il vous plaît —, les dirigeants CGT ont, si l'on peut parler ainsi, amélioré leur propagande.

LE BRADAGE DE « NOTRE ÉCONOMIE ».

« Notre » économie est bradée, disent les grands leaders de la CGT. « Notre » sidérurgie (1) est vendue aux Allemands ainsi que « notre » réparation navale. La France va disparaître dans l'Europe de Schmidt et du deuschmark. « Notre » industrie automobile est vendue aux USA (cf. accord Chrysler-Peugeot). Bref, Giscard est un commis de l'impérialisme américano-allemand. C'est une bien curieuse analyse.

Quels sont concrètement les arguments des dirigeants de la CGT ? « Les patrons doivent d'abord investir en France, procurer des emplois aux travailleurs français ». Comment pouvons-nous répondre à cet argument ?

La raison d'être de tout capitaliste, c'est le profit. La patrie des capitalistes c'est leur coffre-fort. Entre les travailleurs et le profit, ils ont vite choisi : c'est le profit.

Alors, que les travailleurs français soient au chômage, c'est leur moind-

re souci. Demander aux capitalistes de renoncer à leurs profits, c'est leur demander de ne plus être eux-mêmes. C'est de l'humanisme à 100 %.

Si les dirigeants de la CGT avaient un réel souci des travailleurs, ils s'appliqueraient à se battre pour les conditions de travail et de vie des masses et non à exiger, en fait, que les travailleurs français soient avant tout exploités par des capitalistes français.

Comme si c'était mieux d'être exploité par un patron français que par un patron américain.

Il y a belle lurette que le champ d'activité des capitalistes a dépassé le cadre étroit des frontières du pays. Il y a belle lurette que l'on a cessé de vivre en autarcie, replié sur soi. Tout pays, quel qu'il soit, doit importer et exporter pour développer son économie, sinon que deviendrait-il ?

« Produire français » n'est pas non plus un moyen de sortir de la crise. Le seul moyen de sortir de la crise, de défendre les travailleurs, c'est de se débarrasser, en premier lieu, des patrons qui nous exploitent, qu'ils soient Américains ou Français d'ailleurs.

LES CONSÉQUENCES D'UN TEL MOT D'ORDRE

Les conséquences politiques d'un tel mot d'ordre sont désastreuses pour le mouvement ouvrier, chaque lutte devient un prétexte à la défense des capitalistes français brimés.

On ne mobilise plus les travailleurs sur les revendications mais pour la défense de « leur industrie », c'est-à-dire en fin de compte pour leur patron. Ainsi, pour sauver Manufrance, pour continuer à « Produire français » la CGT a fait voter les licenciements (à bulletins secrets) par les



travailleurs. Ce qui était mis en avant c'était la compétitivité de Manufrance, ce que cela représentait : les travailleurs, on en parlera un autre jour.

Il en est de même pour l'électronique, la machine-outils, les ordinateurs, pour faire coller la réalité à son point de vue, on falsifie les faits, on les tronque. Par exemple, pour CII-Honeywell-Bull, la direction CGT dit que c'est vendu aux Américains alors que 53 % du capital est français.

Quelles déviations peuvent produire ces mots d'ordre sur les travailleurs ? Le racisme véhiculé par la bourgeoisie pénètre les ouvriers. L'ennemi ce n'est plus le patron mais l'étranger. L'insistance avec laquelle Séguy attaque Schmidt devient plus que suspecte et rappelle plus les nationalistes d'extrême-droite d'avant 1914 qu'autre chose. L'impérialisme allemand est mis à toutes les sauces.

Mais cela conduit aussi au xénophobie pur et simple comme lors du conflit de la marine marchande de ces dernières semaines. Ces slogans du genre « A navire français, équipage français » ont existé, ils ne

sont que la conséquence de la ligne chauvine de la direction CGT.

DES EXCEPTIONS

Mais curieusement il existe des exceptions dans la démonstration de la direction CGT. Par exemple, quand les Editions sociales ou le Cercle de diffusion du livre parisien ou le Club Diderot font imprimer leurs ouvrages à l'étranger Séguy reste muet, étrangement muet.

Si le PCF fait imprimer nombre de ses bouquins à l'étranger c'est que ça lui coûte moins cher, ce n'est certainement pas par philanthropie. Alors il y a deux poids deux mesures. Le PCF se comporte bien, en l'occurrence, comme n'importe quel capitaliste qui regarde avant tout ses coûts de production, la rentabilité.

Ce qui démontre bien l'impasse dans laquelle la direction CGT veut entraîner les travailleurs. D'un côté, on appelle les travailleurs à la défense de « notre » économie, de l'autre on cache les pratiques du parti auquel on appartient et dont on est dirigeant parce que fondamentalement ce qui intéresse la direction de ce parti, c'est d'aller au gouvernement, c'est de gérer le capitalisme avec tout ce que cela suppose comme chômage, licenciements et exploitation.

Yves LEPIC

(1) Voir à ce sujet l'enquête sur la sidérurgie publiée dans les No. 936-937-938, de notre quotidien qui montre que les monopoles allemands n'ont strictement rien à voir dans les restructurations en Europe.

Victoire à la SOCAE

(Bâtiment à Bordeaux)

Dans l'unité, les travailleurs de la SOCAE ont repris le travail, le 15 novembre. Le patron n'a pas cédé sur tout. Mais par leur lutte, les travailleurs ont obtenu : 0,90 F d'augmentation de l'heure pour tous, une cantine sur le chantier du centre commercial, 750 F pour les jours de

grève, récupérables le samedi selon un taux avantageux, une augmentation substantielle de la prime de déplacement.

C'est une victoire sur tout le patronat girondin du bâtiment. C'est une victoire arrachée par la lutte résolue classe contre classe.

la journée d'action CGT pour l'emploi

COMMERCE en 1977 : 38 000 licenciements, construction : en quatre ans deux cent mille emplois supprimés, Boussac 1 800 licenciements, JB Martin 2 000, etc. La liste est longue, le résultat est là : 1974 : un million de chômeurs et 1978 : 1 700 000.

Voilà qui donne une idée de l'importance et de la rapidité avec laquelle le chômage progresse et qui explique que plusieurs milliers de travailleurs et leurs sections CGT, essentiellement de la région parisienne, se soient rendus au rassemblement sur le chômage organisé à Paris par la CGT, hier mercredi.

Au micro, des chômeurs ont expliqué quelle vie de chien réserve cette société capitaliste aux travailleurs jetés à la rue ou aux jeunes à la recherche de boulot. Difficultés encore aggravées par l'« a », par le fait qu'on est un travailleur, ou encore à cause des liens qui se distendent avec les parents, car bien sûr la bourgeoisie a bien inculqué la réaction que « si on ne trouve pas de travail, c'est qu'on est un fa-néant » que « si on reste

au chômage, c'est qu'on le veut bien », etc.

Les travailleurs des laboratoires Quick en grève depuis quatre semaines contre le licenciement de deux délégués syndicaux, les grévistes de Pissis-Sauvaget et des travailleurs de Saint-Michel-sur-Orge, expliquèrent leur lutte et parlèrent de l'exploitation incroyable qui règne dans ces petites boîtes. Dans ces conditions, le potentiel de combativité chez les travailleurs est grand, mais le discours de Séguy qui insista particulièrement sur le chômage des jeunes n'offrit comme perspective qu'une vague structuration de comités de chômeurs. De l'unité nécessaire entre chômeurs et non-chômeurs il n'en fut pratiquement pas question de même pour leurs revendications concrètes ainsi que des luttes à mener pour les faire aboutir...

La journée s'est terminée par une manifestation avec, par moment, quelques mots d'ordre tels « Chômage ras-le-bol... ». Les travailleurs veulent se battre contre le chômage et ce qu'ils attendent c'est autre chose que des journées sans lendemain...

Bagneux (Région parisienne)

Attentat raciste contre un foyer de travailleurs algériens

Une bombe incendiaire a été lancée contre un foyer qui abrite 200 travailleurs algériens, dans la nuit du 10 novembre, à Bagneux. Heureusement, personne n'a été blessé. L'origine de cet acte n'est guère douteuse, car de nombreux bombages du Parti des Forces nouvelles d'extrême droite se trouvent autour du foyer.

Une première riposte a eu lieu le 13 novembre au soir. Un rassemblement s'est tenu devant le foyer, appelé par le PCF, un message de soutien de la cellule locale du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) a été lu et applaudi notamment par les nombreux travailleurs immigrés qui étaient présents. D'autres actions doivent suivre.

Halte au racisme et aux attentats fascistes !

Correspondant banlieue sud-ouest de Paris

Foyers Sonacotra

Mobilisation des résidents du foyer Ampère de Massy pour leur procès

Mardi 14 novembre avait lieu le procès des résidents du foyer Ampère. Il avait lieu enfin après plusieurs reports. Les résidents sont donc allés en manifestation devant le tribunal.

Près de 300 travailleurs combattifs y ont participé, principalement du foyer Ampère lui-même. Une cinquantaine d'entre eux ont pu pénétrer à l'intérieur du tribunal.

Malheureusement trop peu de travailleurs français étaient présents. Après les différentes provocations policières contre ce foyer, il était important pour les résidents de montrer leur détermination à vaincre. Ce qui fut fait.

La Sonacotra demandait la reprise des paiements ou l'expulsion. Elle n'a toujours pas eu gain de cause. Un avocat des résidents annonçait à la sortie du tribunal que le jugement ne serait connu que le 19 janvier, mais qu'il avait bon espoir en la victoire des résidents.

Attendons donc et continuons à élargir le soutien

Correspondant banlieue Sud-Ouest.

Publicité ...

Au moment où l'Humanité changeait de formule pour passer en tirage offset, elle éditait une feuille spéciale destinée aux annonceurs. Parmi tous les arguments avancés pour présenter l'Humanité comme un support publicitaire de premier choix, on pouvait lire :

« L'Humanité possède le pourcentage de lecteurs actifs le plus important de la presse quotidienne de Paris. Ils se situent dans les couches socio-professionnelles dont le pouvoir d'achat est au-dessus de la moyenne nationale. »

A l'époque, on s'est demandé où ils voulaient en venir, depuis on a eu la réponse. C'était dans L'Humanité du 13 novembre, en page 3. Un placard publicitaire de Fauchon, le magasin de luxe de la Madeleine. Apparemment leurs arguments ont été entendus.

MANIFESTATION CONTRE LE PROJET DE CENTRALE NUCLÉAIRE A PLOGOFF (29), LE SAMEDI 18 NOVEMBRE.

Le comité de défense de Plogoff a décidé à l'unanimité une manifestation contre l'implantation d'une centrale nucléaire sur la commune de Plogoff.

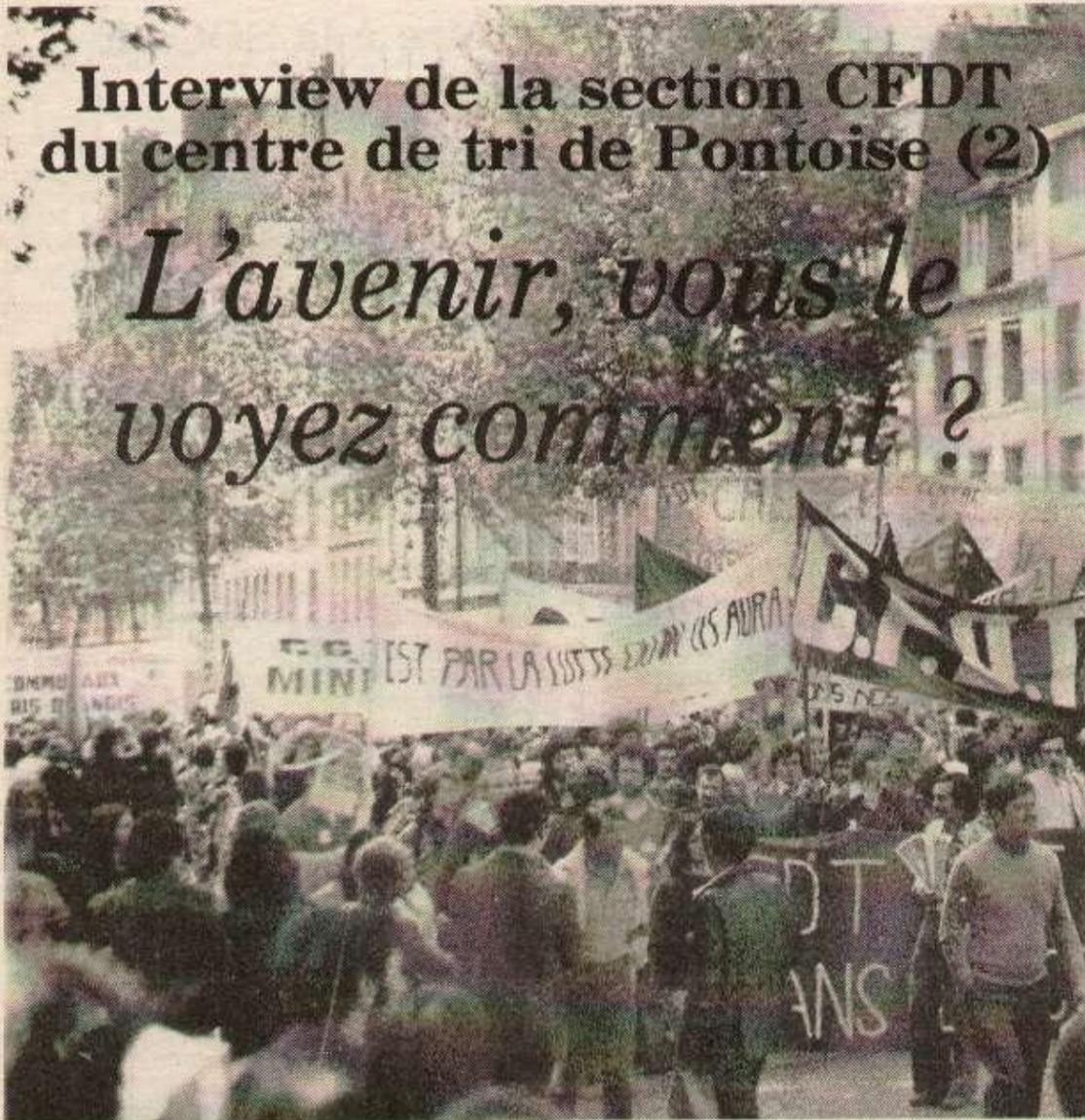
Cette manifestation aura lieu à Quimper le samedi 18 novembre à 15 heures (le rassemblement est fixé au champ de foire).

La décision du conseil devrait être prise entre les 20 et le 30 novembre.

La section de Quimper du PCML appelle à participer massivement à cette manifestation.

Interview de la section CFDT du centre de tri de Pontoise (2)

L'avenir, vous le voyez comment ?



Manifestation de postiers.

NOUS avons commenté à publier, dans notre édition d'hier, l'interview de la section CFDT du centre de tri de Pontoise. Rappelons qu'après neuf jours de grève, terminée par une occupation, les postiers de ce centre avaient contraint l'administration à plier et à lâcher quarante-cinq emplois supplémentaires et diverses autres revendications. Hier, la partie de l'interview traitait de la grève, du problème de l'unité syndicale, de la question de l'occupation, de l'attitude face à la police et de la solidarité des autres centres. Aujourd'hui, cette dernière partie traite de l'entrevue avec le préfet, de la journée nationale du 25 octobre et de la répression de l'administration.

Q : Pour la grève du 25 (1), c'est pas l'enthousiasme ?
AIME : On s'est battu pendant neuf jours et puis on voit bien que c'est une grève parachutée. Ils ont vu qu'il y a eu cent grèves locales, ils ont dit : c'est le moment de faire quelque chose. C'est un avis de constatation pour eux.

Q : En gros, ils disent que c'est pour développer le mouvement, pour faire mûrir en quelque sorte ?
AIME : On peut faire mûrir pendant dix ans...

ALAIN : Est-ce que les travailleurs vont avoir la patience d'attendre, vont accepter ça ?

CHRISTIAN : Jusqu'au 15 décembre, il n'y a plus rien à faire et, n'en déplaise à la CGT et FO, la seule action valable, c'est la grève nationale illimitée pendant la période (15 décembre-15 janvier). Là, le courrier double ou triple. Nous, on a fait grève pendant la période des auxiliaires, une grève, qui était illimitée, a duré trois jours et en trois jours on a obtenu entièrement satisfaction. Bon, mais voilà, il y a des gens qui ne veulent pas faire grève parce que ça gênerait trop de monde. Les facteurs seraient embêtés pour

les calendriers. Il faut essayer de tirer le plus de chômeurs de leur état actuel ; ils sont autour de deux millions. Nous, on demande cinquante mille emplois que toute la fonction publique fasse de même ; par exemple, que les enseignants fassent grève pendant la période des examens !
CHRISTIAN : Si on gêne l'usager, il risque de se retourner contre nous, mais maintenant on peut le sensibiliser et le faire se retourner contre l'administration et l'Etat.

Q : La conscience de classe des travailleurs s'est-elle développée ?

ALAIN : A part les quelques boîtes qui ont apporté leur soutien, l'ensemble des ouvriers se sont comportés comme des usagers certains n'ont pas apprécié notre grève. On a même eu des échos comme quoi, nous, aux PTT on était des branleurs toujours en grève. Mais les ouvriers qu'on a rencontrés, ça a été bon. Je crois qu'il faudrait le renouveler c'est une des choses à faire : expliquer aux gens, ne pas avoir peur de sortir de notre bastion se rendre sur les lieux de travail des autres et expliquer.

ALAIN : A la CCAS - c'est une boîte qui marche essentiellement avec les lettres -, on leur retirait donc leur outil de travail. Mais ils nous ont apporté leur soutien. Le courant passait, on a discuté avec les délégués syndicaux de cette boîte, puis, directement, avec les ouvriers ; on sentait qu'on parlait tous le même langage. Et je crois que dorénavant, la première chose sera d'utiliser la presse pour informer les gens qu'on se bat pour eux et pour nous en même temps. C'est le problème du service public et ça on y tient.

Q : Et l'administration, que fait-elle maintenant ?

CHRISTIAN : Il y a une intensification de la répression au niveau des cadres. Avant, on était pas mal chronométré, ça continue. Une anecdote : l'autre jour, une collègue est allée au service social (comme pour aller au bureau d'ordre, on peut y aller quand on veut, sans avoir à demander de permission). Le CTDIV (sous-chef) s'est rendu compte qu'elle était absente, il a dû la suivre. Toujours est-il qu'il a pris l'heure de départ. A son retour, question : d'où venez-vous ? Du

social - ce qui était exact. Mais à côté du social, il y a la discothèque et ce monsieur a réussi à savoir qu'elle avait écouté des disques. Il l'a fait trier pendant la pause ! Je n'étais pas sur les lieux à ce moment-là...

Q : Quelle a été la réaction des travailleurs ?

CHRISTIAN : Tardive, après coup, à la cantine, à minuit (ça c'était passé vers 10 heures). Il n'y avait plus de moyens d'action, c'était fait. Je ne sais pas comment ça aurait été ressenti, vu ce qu'il y avait là, mais le mécontentement était grand. On a senti que les gars étaient prêts à faire une action, mais il n'y a rien eu de fait.

CARMEN : Maintenant, de toute façon, il faut demander la permission. Ce matin, j'y suis allée à 8 heures, je suis revenue à 8 h 10, on m'a demandé d'où je venais et on m'a dit qu'il fallait que je prévienne quand je parlais. Pour aller aux toilettes, ça va être la même chose, il va falloir demander. C'est quand même aberrant.

CHRISTIAN : Je pense que pendant la grève les cadres ont voulu nous faire croire qu'ils nous comprenaient et, maintenant, ils reprennent leur fonction bien définie qui est celle de la répression. Pour certains, ils sont les premiers à dire qu'ils ne servent qu'à ça. Il y a aussi le problème des califs (nom donné aux PTT aux heures supplémentaires). Un agent n'a pas le droit de faire plus de trois nuits de suite sinon ça fait baisser le rendement. Il y a des cadres qui font onze nuits d'affilée et on ne leur dit pas que ça baisse le rendement. Ils doivent se faire 400 à 500 F par nuit, ils font le boulot de préposé et sont pavés au tarif de conducteur de transbordement-chef. « Chef », ça ne suffit pas conducteur de transbordement, c'est conducteur de transbordement-chef ! Ils prennent la place d'un préposé. L'autre nuit, s'il n'y avait pas eu les califs, il n'y avait que deux préposés pour la brigade en bas à l'ouverture ; autant dire que tout aurait été bloqué et que, dans les étages, on n'aurait pas pu travailler. On a repris le boulot mais le problème des effectifs est toujours là, il n'y a rien de résolu.

Q : Vous voyez autre chose à ajouter ?
AIME : Oui. La réception chez

le préfet. L'audience avait été demandée par les conseillers généraux PC-PS pendant la grève. On a été reçu hier... Dans un premier temps, il voulait nous parler de la résorption du trafic dans les plus brefs délais. Nous, on était pas d'accord sur cet ordre du jour, on voulait parler des effectifs.

Le chef de cabinet nous a dit qu'on avait dramatisé la situation pour pousser à la grève, alors que c'était le directeur départemental qui avait refusé de nous recevoir et qui manifestement en avait reçu l'ordre d'en haut ; et d'entrée, on voyait la magouille administration-préfecture-gouvernement. Le directeur départemental, dépassé, qui ne tient que par son statut de fonctionnaire, ne peut pas se faire désavouer par ses supérieurs, à plus forte raison par le préfet et sa suite.

Il s'embrouille dans des explications fausses... Des arguments qui ne tiennent pas debout, disant que les photographes s'en étaient donnés à cœur joie de photographier les sacs dans le centre et que d'ailleurs en période normale, les 15 000 sacs, c'est tous les soirs qu'ils étaient en reste... On a éclaté de rire tant c'était gros, ça ne valait même pas la peine de répondre.

Puis le chef de cabinet nous coupait la parole à chaque instant, disant que c'était de notre faute s'il y avait grève. Moi, c'était la première fois que je discutais avec un adjoint du préfet.

Q : Quelle impression ça fait ces individus-là ?

AIME : La seule réaction qu'on puisse avoir, c'est de se lever et de quitter la salle. Il n'en est rien sorti, on a discuté trois heures pour rien. On lui exposait nos arguments, lui les siens pour nous contrer systématiquement. Ça a été un dialogue de sourds. La seule réaction qu'on peut avoir, c'est de quitter la salle. C'est la première fois que j'y vais, c'est intéressant pour voir à quel point c'est lamentable, avec ça on peut voir comment ça doit se passer au niveau supérieur. Négocier avec ces gens-là, c'est pas de la tarte. On peut avoir comme moyens d'action les négociations, on se rend compte que c'est inutile. C'est perdre son temps, ça sert à rien, il faut passer à l'échelon supérieur, à une action plus dure. Pour eux, le seul souci dans n'importe quelle situation, même en temps de grève, c'est le fonctionnement du service public, on voyait gros comme une maison où il voulait en venir : le tri parallèle et la mainmise du privé.

Q : Et pour la mi-novembre ?

AIME : Au niveau des structures CFDT, il est projeté que la grève par secteur de cette semaine serait le prélude à une action plus générale en novembre. Ça serait sans doute une grève reconductible au niveau national, reste à savoir si ça serait PTT seuls ou fonction publique. On croit que c'est une action comme ça qu'il faudrait pour avoir des débouchés, mais est-ce que la volonté y est partout ? On ne peut que constater, on fait ce qu'on peut.
CARMEN : Le samedi et le dimanche, après la grève, pour résorber le trafic, on nous a faits travailler à brigade complète alors qu'on devrait travailler à demi-brigade. C'est pas normal. Il y a eu des pétitions mais ça a été inefficace.

Q : Le centre de tri de Pontoise, comment c'est vu par le personnel qui travaille à Paris ?

AIME : J'en ai eu des échos par un gars qui vient d'être muté ici. Pontoise, moyenne d'âge 22 ans, on serait des jeunes un peu « je m'en foutistes », c'est totalement faux, mais la réputation est faite.

Q : Ça existe peut-être ce genre d'opinion, mais si on vous regarde, c'est parce que vous vous êtes battus et que vous avez arraché quelque chose.

AIME : On s'est battu, on a gagné 46 préposés piqués sur le

budget 1979. Mais d'autres qui ne se sont pas battus se serrèrent la ceinture. C'est pour ça que généraliser la lutte ça serait payant pour tout le monde.
AIME : L'administration a essayé de jouer sur la jeunesse des travailleurs, elle s'est trompée en partie. Ici, ils balancent d'une position de travail à une autre. Pour les effectifs, le chef de centre n'a pas les mêmes chiffres que le directeur départemental et le directeur départemental que le directeur régional. La réaction de la jeunesse a montré qu'il y avait une prise de conscience et qu'on voulait se battre. Je crois que ça vaut le coup d'être montré à l'ensemble et qu'on ne nous fasse pas une mauvaise réputation par des ouïe-dire, ça serait dommage.

CHRISTIAN : Autre chose importante, renforcer les organisations syndicales en particulier la CFDT. Piquets de grève, occupation, c'est nous qui avons été à l'initiative. A partir du moment où on partait pour une durée indéterminée, on savait qu'il fallait durcir, durcir sans arrêt l'action.

ALAIN : Autres manœuvres de l'administration actuellement : d'après ses chiffres, il y a 13 personnes en trop dans la brigade 17-24. Ils ont fait passer des gars des brigades de jour en nuit, qu'il veulent renforcer.

MANUEL : En particulier, la 17-24, c'est la brigade des califs. A cheval sur la vacation de la brigade de jour (12-20) et de nuit (20-6). Celui qui veut faire des califs le soir après minuit, il peut. On voit tout l'intérêt qu'a l'administration d'en faire une brigade de califs. C'est là qu'ils peuvent trouver des gars surtout des nouveaux qui veulent des compensateurs pour rentrer chez eux.

AIME : Après la grève, le chantier automatique n'a pas fonctionné pendant 10 jours, faute d'agents qui étaient en train d'assurer des positions de travail qui devraient exister tout le temps, alors que l'administration dit que l'effectif est excédentaire.

CARMEN : Depuis la grève, les chefs essaient de diviser au maximum. Ils connaissent les opinions de chacun. Toi t'es à l'ouverture, toi, tu feras trois ou quatre positions de travail alors qu'avant on était ensemble. En jour, il y a de sérieux problèmes avec un chef qui se permet de reculer les pauses d'un quart d'heure, de faire changer cinq ou six fois de position de travail dans une journée.

AIME : Avant la grève, il avait été voir individuellement des agents pour les menacer d'un PV s'ils participaient aux assemblées générales. Pendant la grève, sa version était de dire que des gars s'étaient plaints qu'on les aurait empêchés de travailler avec le piquet de grève, ce qui est archi-faux. Il n'y a eu aucun incident.

AIME : Le gala aussi on a été les seuls à l'envisager dès le début. C'est une chose essentielle pour le soutien financier et la popularisation. Mais on a été les seuls là-dedans. C'est dommage. C'était important, on a fait ce qu'on a pu pour regrouper les vedettes, mais tout le monde n'est pas disponible, surtout dans un laps de temps si court, mais c'était bon. Tout le monde était crevé. Passer des nuits dans le centre de tri, c'est pas réjouissant, il vaut mieux dormir dans son lit que sur les sacs au dépossiérage ou pas dormir du tout. Dommage qu'on ait été les seuls à l'organiser, avec les gens qui viennent, on peut avoir un contact direct. Et puis, ça montre qu'aussi jeunes qu'on soit, on peut faire quelque chose d'important non seulement dans la lutte mais aussi par la suite.

Interview recueillie par René BREAND.

RECTIFICATIF :
 AGR ce sont les Antillais, Guyanais, Réunionnais et non Antillais, Guadeloupéens, Réunionnais comme nous, j'avons écrit à la suite d'une erreur de frappe hier dans l'interview de Pontoise.

Nous avons droit à un circuit

Communiqué des motards de Bordeaux

LES conditions de sécurité relatives à la pratique de la bécane s'aggravent (bandes blanches, rail de sécurité, mauvais état des routes, nids de poule); de plus, le motard est considéré comme un voyou, un casseur.

C'est contre cela et pour profiter pleinement de notre passion que nous avons commencé en juin à organiser des manifestations de motards.

- Les revendications que nous mettons en avant sont simples :
- Adaptation des mesures de sécurité aux deux roues ;
 - Création dans la région bordelaise d'un circuit de vitesse permanent, libre et gratuit ;
 - Maintien du terrain de motocross de Canejean ou à défaut création d'un terrain de motocross, libre et gratuit.

Après la fermeture autoritaire du circuit du Lac, les motards ont été réduits à se rassembler et à « tourner » le vendredi soir sur la place de la Victoire.

Aucun de nous n'est content, ni fier de « tourner » parmi les voitures en risquant à tout instant une « gamelle ».

Pour la plupart d'entre nous, cette moto nous l'avons payée après de longs mois d'économies, travaillant et nous privant de beaucoup de choses pour pouvoir nous la payer.

Nous avons droit à un circuit, à un endroit où nous puissions tourner en toute sécurité et nous réunir.

C'est pourquoi, depuis juin, de nombreuses manifestations ont été organisées, une pétition a été lancée en faveur d'un circuit et a recueilli plus d'un millier de signatures. En septembre, après plusieurs manifestations, est venue l'idée de s'organiser collectivement, de là est né le Comité de défense des motards bordelais.

Ce comité est ouvert à tous et se réunit régulièrement, chaque semaine.

La première action d'importance engagée par ce comité a concerné le maintien du terrain de moto-cross de Canejean, cette action a mobilisé plus d'un demi-millier de personnes. Notre mobilisation, notre fermeté, ainsi que celle des motards de France, ont payé : Le Theule a confirmé la suppression des rainurages sur autoroute à partir du 1er janvier 1979.

Réunion du Comité de défense des motards bordelais tous les mardi soir à 20 h 30, place de la Victoire.

Comité des motards bordelais

Plainte contre X au CHR d'Orléans

SUITE à la grève au centre hospitalier régional d'Orléans où les hospitaliers avaient fait des bons de consultations gratuits, sept personnes sont entendues, ces sept personnes sont adhérentes à la CFDT ou proches d'elle, c'est donc une manœuvre de division dans la mesure où les militants CGT et les non-syndiqués y avaient participé au même titre.

Une délégation CGT-CFDT les a accompagnées. Une plainte contre X a été déposée ; les inculpations sont les suivantes :

- Soustraction ou détournement de documents publics ;
- Violation de locaux affectés à un service public ;
- Falsification ou altération de documents administratifs.

La même chose s'est produite à Blois où l'affaire a été étouffée. D'autre part, à Chenesseau, petite fonderie orléanaise, cinq délégués sont mis à pied pour fait de grève.

Depuis quelques années, c'est une offensive généralisée qui s'opère contre les acquis et les droits des travailleurs : c'est le droit de grève que l'on veut limiter, c'est le non-respect des libertés syndicales, ce sont les remises en cause des 40 h hebdomadaires, du SMIC... Bref, ce sont les acquis de 1936 et de 1968 durement arrachés par les travailleurs que l'on met sur la sellette.

Bien entendu, la politique de conciliation et de négociations des directions syndicales n'arrangent en rien cette situation de plus en plus dure pour les travailleurs, au contraire,

la bourgeoisie au pouvoir en tient compte.

C'est tous ensemble qu'il faut en discuter afin de sensibiliser les travailleurs et pour que la riposte se fasse contre ces mesures antipopulaires.

Correspondant local Orléans

Chasse privée contre randonnée publique

DIMANCHE 12 novembre, dans la forêt de Vannoise, à cinquante kilomètres de Paris, nous achevions un itinéraire de grande randonnée. Nous étions dix filles et deux gars, heureux de s'échapper pour une journée à la campagne. Faire une randonnée, c'est un bon moyen de se détendre et d'entretenir la forme physique. Mais tout le monde ne souhaite pas que les gens du peuple puissent se détendre et s'oxygéner. A la fin de la randonnée, nous sommes tombés sur une chasse privée. Alors que le chemin est public et fléché pour les randonneurs, ces individus nous ont barré le chemin parce que nous gênions leur « grande chasse privée ».

Ils ont débarrassé des arguments tels que : « Nous, on a payé pour chasser, vous n'avez même pas payé pour marcher ». Comme nous protestions, ils se sont mis à nous injurier. Nous nous sommes fait traiter de merdeux par ces individus qui roulaient les épaules et qui avaient le fusil à la main. Pour avoir osé leur demander d'arrêter cinq minutes leur partie de chasse afin de pouvoir passer, ils ont rossé de coups trois d'entre nous. Quand nous sommes passés, ils n'ont pas hésité à tirer un gibier au-dessus de nos têtes au point que nous avons dû nous accroupir.

N'est-il pas écœurant de se faire taper dessus pour avoir fait valoir simplement nos droits, pour avoir dérangé la chasse de ces beaux messieurs pleins aux as ?

Alors, on se dit que le fric rend décidément les riches bien sûrs d'eux et que le sport et les loisirs des riches et ceux des pauvres ne font vraiment pas bon ménage ensemble.

Le groupe de randonneurs

SOUSCRIPTION

Pour arriver aux 100 millions de souscription pour 1978

Poursuivre les efforts

(Suite de la page une)

Cela va des camarades qui ont versé au journal les salaires perçus lors des vendanges à ceux qui vendent des produits de la terre en souscription (noix, légumes divers), en passant par ceux qui vendent des vieux vêtements ou objets dans le même but et ceux qui, régulièrement, à la porte de leur entreprise collectent les petits sous de leurs camarades de travail.

Camarades et amis, il faut poursuivre dans cette voie et faire parvenir rapidement au journal les sommes recueillies, comme vos idées et comptes rendus d'activité sur cette question, pour stimuler une saine émulation de tous nos lecteurs. D'autant plus que le mois de décembre sera, pour notre Parti, un mois de la diffusion et de la souscription, avec les temps forts des 2 et 3 décembre pour la vente de cartes de vœux, et les 16 et 17 pour la diffusion du numéro 1 000 du quotidien. C'est aussi au mois de décembre que les résultats de la vente de nos calendriers se feront les plus nombreux.

Nous avons donc toutes les raisons d'être optimistes et, ensemble, nous remporterons cette bataille financière, inséparable du combat politique de tous les jours.

Le secrétariat - Le 15 novembre 1978

Liste de souscription

TOTAL PRÉCÉDENT : 75 812,01 F

Supplément à réabonnement quotidien - C.J.	150 F
Suppl. à réabonnement quot. plus bim. PJP	
Grenoble	90 F
Une étudiante	100 F
Un retraité	100 F
Un peintre en bâtiment militant du PCF	50 F
Un camarade	50 F
Deux suppl. à cotisations	33 F
Suppl. à réabonnement quot - BL - région de Perpignan	120 F
Suppl. à réabonnement quot. plus Quotidien du Peuple plus bimensuel - BM - Bretagne	164 F
Suppl. à réab. bim. - PA - La Callère	12 F
CP Commune de Paris du PCML	4 000 F
Suppl. à réab. quot. CD Quimper	70 F
Cellule E. Dimitriev	1 450 F
Cellule M. Audin (sur un marché)	14 F
Réunion sur le Kampuchea - Paris	217 F
Souscription mensuelle au quot. - deux camarades - Lorient	200 F
Reims	320 F
Suppl. abonnt. quot. plus bim. - D. Rennes	100 F
Suppl. abonnt. quot. P. Roubaix	5 F
Suppl. abonnt. bim. JPP Rennes	25 F
JGD. Souscription Ivry	186,50 F
Suppl. réab. bim. MF Rennes	12 F
Suppl. réab. quot. DP - Reims	30 F
Souscription Limoges	121 F
Suppl. réab. quot. JM Brest	100 F
Suppl. réab. bim. DB Nantes	12 F
Cellule Clara Zetkin	1 107,50 F
Cellule Mao Tsé-toung	220 F
Cellule Pierre Sémard	175,10 F
Des camarades de Paris	870 F
Une camarade sur vente de « Pionniers »	47,60 F
Cellule J. Labourbe PCML	300 F
Cellule E. Dimitriev	920 F
Souscription calendrier	77 400 F
TOTAL : 87 608,71 F	

Le 8 novembre - Total : 87 608,71 F.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM
 PRÉNOM
 Lieu de travail
 Adresse
 Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
 Rédacteur en chef : Jean Quercy
 Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
 L'Humanité rouge : pour toute correspondance :
 BP : 61 75861 Paris cedex 18
 CCP 30 226 72 D La Source
 Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne
 Commission paritaire No 57 952
 Distribution NMPP
 Imprimerie La Nouvelle
 Dépôt légal 4^e trimestre 1978.



L'intervention des flics contre les motards lors de la manifestation du 10 novembre, place de la Victoire à Bordeaux (Photo correspondant HR-Bordeaux)



Pendant l'occupation, les représentants de l'Etat français et des fellahs algériens. L'histoire de la colonisation, c'est l'histoire du vol par l'Etat français des terres appartenant aux Algériens. C'est l'histoire aussi de la misère grandissante et du chômage provoquant l'émigration.

Les immigrés algériens

Des hommes à qui on a volé leur terre

Henri MAZERAU

POURQUOI des travailleurs immigrés ? L'immigration est le produit de la misère que l'impérialisme a fait régner dans de nombreux pays qu'il a dominés. Depuis le début du siècle, une poignée de pays capitalistes très développés ont déversé sur tous les continents leurs capitaux, leurs marchandises. Ainsi, ils entravaient, et souvent même ruinaient, le développement de nombreux pays moins développés. C'est sur la ruine et la misère ainsi provoquées que s'est développée l'immigration. Pour illustrer ce phénomène, nous avons pris l'exemple de l'Algérie.

« Depuis plusieurs mois, un grand nombre d'Arabes ne vivent plus que de l'herbe des champs ou de feuilles d'arbre... et maintenant avec un hiver plus rigoureux que d'habitude..., ils meurent littéralement de faim. On les voit presque nus, errant par troupes sur les routes, dans le voisinage des villes d'où on a été obligé de les chasser pour éviter des désordres. On les voit attendant les tombereaux qui enlèvent les immondices pour se les disputer et les dévorer. Ils vont jusqu'à déterrer les animaux morts de maladie... On en trouve chaque matin sur les routes, dans les champs, étendus morts... »

Témoignage sur la famine de 1866 à 1870, à l'origine de laquelle se trouve l'expropriation massive des paysans.

L'immigration algérienne est le résultat du pillage de l'Algérie. Un tel courant migratoire qui concerne des centaines de milliers d'hommes depuis pres-

que un siècle ne peut avoir eu pour cause qu'un phénomène extrêmement grave. Cent trente ans de colonialisme ont saigné à blanc l'Algérie, l'ont plongée dans un malheur dont il est difficile de se faire une idée. Nous allons essayer de montrer ce que fut la colonisation de l'Algérie, ceci afin de mieux comprendre l'origine de l'immigration algérienne.

AVANT LA COLONISATION

Avant 1830, début de la colonisation, il n'y avait pas de propriété privée de la terre en Algérie. Les terres appartenaient aux diverses communautés, en particulier les tribus, la famille et les communautés religieuses (mosquées et villes saintes).

La propriété du sol était fondée sur la coutume et le droit musulman. La terre ne pouvait être ni partagée, ni cédée. La tribu était l'unité sociale de base. Elle se livrait à la culture et, surtout à l'élevage extensif, qui nécessitait de vastes espaces.

La monnaie n'existait pas, du moins dans les campagnes, et les échanges se faisaient par le troc (échange d'un produit contre un autre produit et non contre de la monnaie). Les tribus produisaient pour se nourrir. Une telle société fondée sur la propriété communautaire permettait à la population de vivre dans des conditions correctes.

C'est tout cet équilibre social que la colonisation allait détruire, plongeant la paysannerie algérienne dans un état de détresse des plus profonds.

L'expropriation des paysans algériens fut le principal élément de la politique colonialiste. Elle commença dès le début de la conquête et ne s'arrêta qu'avec la fin du colonialisme en Algérie.

L'accapement des terres commença par le vol pur et simple. Mais très rapidement une série de lois rendirent ce vol légal et même l'organisèrent. Le 14 mai 1840, Bugeaud, le colonisateur de l'Algérie, déclarait avec le plus grand cynisme : « Partout où il y aura de bonnes eaux et des terres fertiles, c'est là qu'il faut placer les colons sans s'in-

En 1954 Après sa libération

En 1954, date du déclenchement de la lutte de libération, la situation des Algériens était misérable. Le nombre des chômeurs était de 2 100 000 sur un peu moins de dix millions d'habitants. Dans les villes, un Algérien sur deux était chômeur. Le revenu moyen pour les Européens était de 360 000 F par an et celui des Algériens de 29 000 F. Quatre à cinq millions de personnes, dans les campa-

gnes, vivaient avec moins de 20 000 F par an. Le niveau de vie de la paysannerie était l'un des plus bas du monde. Des dizaines de milliers de personnes vivaient dans des bidonvilles. En 1871, la production de céréales était de cinq quintaux par personne. En 1954, ce chiffre était de deux quintaux. Tel était le résultat de 130 années de colonialisme.

former à qui appartient la terre ». Le colonisateur utilisa différentes méthodes d'expropriation extrêmement cyniques et brutales.

Le resserrement : c'est une méthode qui fut mise en pratique tout au long de la colonisation. Elle consistait à parquer les tribus sur un espace restreint. L'administration accaparait les meilleures terres et laissait les plus pauvres aux tribus. Le resserrement fut généralisé progressivement par une série de lois.

Destruction de la propriété communautaire : pour s'emparer de la terre, l'Etat colonial édicta une série de lois rendant la terre aliénable (vendable) et divisible. La propriété communautaire était annulée et la propriété privée de la terre instituée. La terre fut « achetée » aux fellahs (paysans) sous la menace, à des prix plus que dérisoires et sous couvert d'une parodie de contrat.

Le séquestre militaire : il consistait à exproprier les tribus qui se révoltaient contre la colonisation. En raison des fréquentes révoltes le séquestre permis aux colons d'annexer des milliers et des milliers d'hectares. Il fut pratiqué à grande échelle après 1871, année au cours de laquelle eu lieu la dernière grande révolte avant la lutte de libération.

La vérification : l'administration coloniale décréta que les tribus ou familles n'ayant pas de titres de propriété étaient dépossédées de leurs terres. Or, la propriété en Algérie étant communautaire et fondée sur l'usage et la coutume, les tribus et les familles n'avaient aucun titre de propriété qui sont un attribut de la propriété privée. Les terres ainsi volées aux paysans furent attribuées aux colons.

D'autres moyens plus « classiques » tels que l'usure permirent aussi l'accapement à grande échelle des terres communautaires.

Tous ces procédés permirent aux colons et à l'administration coloniale de s'approprier des centaines de milliers d'hectares des meilleures terres. Les fellahs furent ruinés et réduits à une misère affreuse.

Les premières vagues de dépossession organisée eurent lieu dans les années 1840. 105 000 hectares appartenant aux institutions religieuses furent annexées. Au cours de cette période, dans la seule région d'Alger, la pratique de la vérification permit à l'Etat de s'emparer de 95 000 hectares tandis que 37 000 hectares étaient donnés aux colons.

Dans la vallée de l'oued Chailif, les fellahs perdirent 12 000 hectares des terres les plus riches sur les 39 000 hectares qu'ils possédaient. Dans l'ex-ville de Jemmapes, les paysans qui, à l'origine, possédaient 50 800 hectares de terre n'en possédèrent plus que 2 840 après quelques années et cela pour nourrir 3 150 personnes.

En 1951, les jachères et les terrains de passage furent décrétés terres « incultes » ce qui permit leurs expropriations.

En 1863 fut édictée une loi dite sénatus consulte qui permit aux domaines (c'est-à-dire à l'Etat) de s'approprier de 1863 à

1900 plus d'un million d'hectares de terre.

En 1870, 480 000 hectares avaient été enlevés aux fellahs. Privés d'une grande partie de leurs terres qui étaient aussi les régions riches, les paysans des régions côtières et des régions moyennes qui, en outre, étaient très fortement imposés et endettés se trouvaient plongés dans une situation dramatique. Une grande partie d'entre eux avaient été refoulés vers l'intérieur dans des régions pauvres. Ils ne produisaient plus assez pour vivre. Ils se trouvaient dans une misère et dans un dénuement insupportables. Leur production chuta de façon catastrophique. Le comble de la misère fut atteint entre 1866 et 1870 période pendant laquelle la sécheresse et les invasions de sauterelles anéantirent les maigres récoltes. Ne pouvant faire de réserves, des dizaines de milliers de paysans furent réduits à la famine.

Durant ces mêmes années, se succédèrent des épidémies de choléra et de typhus. L'accumulation de ces fléaux provoqua une misère atroce. La mortalité était telle que durant ces quatre ans la population diminua de 22 %. Ce fut une véritable saignée pour tout le pays (voir le témoignage).

A l'origine de ce drame, il y avait l'accapement des terres.

400 000 HECTARES VOLES EN DIX ANS

La misère suscita une grande révolte en 1871. Celle-ci fut réprimée dans le sang. Les tribus et les individus qui avaient pris part à l'insurrection durent payer des amendes s'élevant à dix fois les impôts. Tous leurs biens furent séquestrés. Ceux qui n'avaient pas pris part à la révolte furent aussi victimes du séquestre. Des centaines de milliers d'hectares furent ainsi pris aux fellahs à cette époque.

En 1873, une nouvelle loi acheva le démantèlement de la propriété musulmane. Toutes les terres qui n'étaient pas encore divisibles le devinrent. Cette loi permit l'accapement colonialiste de 400 000 hectares de terre, entre 1871 et 1880, soit autant que dans les trente années précédentes.

L'IMMIGRATION CONSEQUENCE DE LA MISERE COLONIALE

La dépossession et la ruine de la paysannerie se poursuivirent jusqu'à la libération du pays. En 1962, la paysannerie algérienne était l'une des plus pauvres du monde. La production céréalière qui était de 13 millions en 1891 n'était plus que de 9,3 millions en 1920. Les troupeaux fondirent littéralement. Pendant ce temps, la population musulmane avait augmenté dans des proportions importantes, alors que ses ressources diminuaient sans cesse.

L'émigration algérienne est la conséquence de la ruine de la société. D'abord transplantée à l'intérieur même du pays, une partie des paysans ruinés dut se résoudre à émigrer en France au début du siècle.